

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

Mars 2012 – Juin 2012

Consœurs et confrères,

Notre syndicat a connu un deuxième trimestre de 2012 extrêmement occupé sur plusieurs fronts.

Des centaines de militantes et militants de neuf de nos dix divisions provinciales se sont réunis en congrès ce printemps.

L'austérité était à l'ordre du jour dans les budgets tant provinciaux que fédéral, ce qui a entraîné des mises à pied et un climat de négociation beaucoup plus dur dans le secteur public de tout le pays.

Ailleurs dans le monde, l'opposition publique aux mesures d'austérité a favorisé le retour au pouvoir du Parti socialiste en France. Quant aux Grecs, ils iront bientôt aux urnes pour la deuxième fois en deux mois.

Au Québec, les étudiants mènent une grève épique depuis trois mois contre la hausse des droits de scolarité. Le conflit, qui n'est toujours pas résolu, se double d'une attaque contre les libertés fondamentales qui a pris la forme de la loi 78.

Comme nous le verrons plus en détail dans le présent rapport, le gouvernement Harper, un an après avoir obtenu son mandat majoritaire, modifie radicalement de nombreux pans du filet de sécurité sociale du Canada, dont la Sécurité de la vieillesse (SV), l'assurance-emploi (AE) et les règles d'immigration du pays.

Enfin, comme le mentionnaient les rapports précédents, la moitié de nos presque 4 000 conventions collectives sont à renouveler, et cela dans un climat de négociation extrêmement difficile. Les moyens d'action au travail et les votes de grève se font plus fréquents, car les membres veulent défendre leurs gains durement acquis et bonifier leurs conditions actuelles.

Comme toujours, je salue nos militants et militantes et les membres de notre personnel qui, jour après jour, défendent l'intérêt des plus de 618 000 membres que nous avons le privilège de représenter.

1. Régions et divisions de services

Colombie-Britannique

Un peu plus de 500 délégués se sont réunis dans le cadre du congrès annuel du SCFP-Colombie-Britannique tenu à Victoria, du 25 au 28 avril 2012.

Les délégués ont écouté le discours animé du chef du NPD Adrian Dix, dont le parti mène dans les sondages en Colombie-Britannique après avoir remporté deux élections partielles cruciales dans les comtés de Chilliwack-Hope et Port Moody-Coquitlam.

Les délégués ont réaffirmé leur engagement à l'égard de la campagne 10 pour cent (Ten Percent Shift). Une émouvante cérémonie a aussi eu lieu à l'hôtel de ville de Victoria pour souligner le Jour de deuil du 28 avril.

Alberta

Le congrès annuel du SCFP-Alberta a eu lieu à Red Deer, du 22 au 24 mars 2012.

Environ 200 délégués ont discuté d'un éventail de résolutions, dont un important énoncé de politique, « CUPE – Connecting in Alberta » (Le SCFP – Créer des liens en Alberta), qui portait sur la défense des services publics, les communications avec les membres du SCFP et le renforcement de notre mouvement syndical et de notre image.

Le 23 avril, des élections ont eu lieu en Alberta et, en dépit de ce que prévoyaient presque tous les sondages, les progressistes conservateurs ont gardé le pouvoir, qu'ils détiennent depuis 1970. Le NPD a doublé sa part du vote et, avec ses quatre sièges, il a désormais le statut de parti officiel.

Je félicite et remercie sincèrement les militantes et militants du SCFP qui ont été candidates et candidats néo-démocrates aux élections :

- Collette Singh (section locale 8) – Calgary-McCall;
- Derek Seelinger (section locale 474) – Red Deer North;
- Mike Scott (section locale 30) – Strathcona-Sherwood Park;
- Don Munroe (section locale 37) – Calgary-Fort;
- Trudy Grebenstein (section locale 3550) – Barrhead, Morinville-Westlock.

Saskatchewan

Le congrès annuel du SCFP-Saskatchewan a eu lieu à Saskatoon du 29 février au 2 mars 2012.

Les délégués ont discuté d'un important énoncé de politique intitulé « Old Challenges – New Focus; Middle and Working Class Losing Ground and Unions Under Attack » (Vieux défis – la classe moyenne et la classe ouvrière perdent du terrain et les syndicats sont menacés). Le débat a porté sur les inégalités économiques, la lutte contre la privatisation et l'image des syndicats.

Les délégués en ont aussi appris davantage sur la contestation en vertu de la Charte en cours contre la loi sur les services essentiels. En effet, le gouvernement Wall en a appelé de la décision de la Cour du Banc de la Reine, qui avait jugé que la loi sur les services essentiels de la Saskatchewan contrevenait à l'article 2 d) de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

La dernière attaque lancée contre les syndicats en Saskatchewan a été la publication par le gouvernement Wall, le 2 mai 2012, d'un « Document de consultation sur le renouvellement des lois sur le travail en Saskatchewan », qui porte sur la réforme de presque tous les aspects des lois provinciales du travail.

Manitoba

Environ 200 délégués se sont rencontrés à Dauphin, au Manitoba, du 3 au 5 mai 2012, dans le cadre du congrès annuel du SCFP-Manitoba.

Greg Selinger, premier ministre néo-démocrate, a pris la parole devant les délégués et a affirmé son appui aux services publics et aux régimes de retraite, y compris à la bonification du RPC. Il s'est aussi dit opposé à la hausse de l'âge de l'admissibilité aux prestations de la SV, qui passera de 65 à 67 ans.

Les délégués ont discuté d'un énoncé de politique intitulé « Holding Firm and Pushing Back: Being Bold in a Time of Assault » (Tenir bon et riposter : faire preuve d'audace devant les attaques), qui abordait des enjeux comme la fiscalité équitable, l'équité salariale, les régimes de retraite et la lutte contre la privatisation sous toutes ses formes.

Félicitations à la consœur Kelly Moist (section locale 1063 du SCFP), qui a été élue présidente du SCFP-Manitoba.

Ontario

Autour de 1 000 délégués se sont rassemblés dans le cadre du congrès annuel du SCFP-Ontario à Windsor, en Ontario.

Ils ont débattu d'un plan d'action intitulé « Fighting Together – Fighting to Win » (Lutter ensemble – Lutter pour gagner), qui portait sur la résistance aux mesures d'austérité et la riposte à toutes les concessions exigées aux tables de négociation.

Le congrès a aussi promis son appui à la section locale 966 du SCFP (Ontario au travail) et à toutes les sections locales qui ont été aux piquets de grève au cours de la dernière année.

Le budget ontarien, inspiré du rapport présenté par le banquier Don Drummond, impose d'importantes limites aux services publics, en plus de promouvoir la privatisation. Les projets du gouvernement en ce qui a trait aux régimes de retraite sont un défi de taille que notre syndicat devra relever en priorité.

Québec

Le SCFP-Québec n'a pas tenu de congrès cette année, mais il est demeuré très actif sur de nombreux fronts.

L'enjeu des régimes de retraite occupe le devant de la scène au Québec, où les débats sur les régimes publics « non viables » font rage. Dynamisé par le succès de notre immense conférence sur les régimes de retraite organisée en février par le SCFP-Québec, notre syndicat relève tous les défis dans ce dossier.

La section locale 1638, qui représente les cols bleus de Québec, a contesté avec succès la mise à pied de 162 cols bleus; la Commission des normes du travail du Québec a jugé que les mises à pied constituaient un lock-out et a ordonné la réintégration des travailleurs. Le maire de Québec continue de faire campagne ouvertement sur la réforme des lois du travail et des régimes de retraite.

Le SCFP-Québec, avec la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, appuie les étudiants du Québec dans leur lutte contre le gouvernement Charest. Et les rumeurs d'élection cette année au Québec continuent.

Nouvelle-Écosse

Les délégués se sont réunis à Yarmouth pour assister au 49^e congrès du SCFP-Nouvelle-Écosse. Ils ont pu écouter le discours du premier ministre néo-démocrate Darrell Dexter, qui a remercié les membres pour leur travail à titre d'employés du secteur public et pour le leadership dont ils font preuve en Nouvelle-Écosse.

Les délégués ont débattu d'un document d'orientation stratégique intitulé « A Blueprint for the Future » (Un plan pour l'avenir), qui portait sur la communication avec les membres, l'ouverture aux collectivités et le renforcement de l'image des syndicats.

Les défis en matière de négociation collective et les compressions dévastatrices imposées aux conseils scolaires ont suscité beaucoup de débats. Au moment de rédiger le présent rapport, un accord de principe vient d'être conclu dans les négociations du secteur de la santé de la province.

Terre-Neuve-et-Labrador

Environ 100 délégués et membres du personnel se sont réunis à Gander dans le cadre du congrès annuel du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador, tenu du 30 avril au 2 mai 2012.

Lorraine Michael, leader du NPD, s'est adressée aux délégués et a remercié le SCFP pour l'immense appui reçu aux élections de l'automne dernier. Elle a promis que le nouveau caucus plus nombreux prendrait la défense des services publics.

Les délégués ont débattu d'un éventail de résolutions, notamment sur l'AECG, les régimes de retraite et la santé et la sécurité au travail. Ils ont aussi observé une minute de silence à la mémoire des membres et employés décédés au cours de l'année, et ont rendu un hommage particulier à Stephanie Chaisson, membre de la section locale 4939 du SCFP, qui a été tragiquement assassinée par son ex-conjoint à son lieu de travail de Corner Brook en mars.

Nouveau-Brunswick

Près de 300 délégués du SCFP-Nouveau-Brunswick se sont rassemblés dans le cadre du 49^e congrès annuel du syndicat, tenu à Fredericton du 12 au 14 avril 2012.

Le confrère Barry O'Neill (président du SCFP-Colombie-Britannique), conférencier invité, a parlé de la campagne « 10 pour cent » en appui aux collectivités locales. Les délégués ont aussi discuté d'un énoncé d'orientation stratégique sur l'économie, les régimes de retraite, les négociations et les priorités de la lutte contre la privatisation.

Une manifestation a eu lieu à l'aéroport de Fredericton en appui aux membres en grève de l'AFPC. Les délégués ont aussi rendu hommage au confrère Rick MacMillan (ancien membre du Conseil exécutif national) qui a quitté ses fonctions après avoir occupé pendant presque 20 ans le poste de secrétaire-trésorier de la division.

Félicitations aux membres du SCFP suivants qui ont été élus aux élections municipales du Nouveau-Brunswick en mai :

Atholville – Betty Cleveland Firth (section locale 2354) et Maurice Power (section locale 1190);

Beresford – Bruno Poirier (section locale 1418);

Charlo – Denis McIntyre (section locale 1085);

Dalhousie – Jacqueline Leclair (section locale 1418);

Memramcook – Donald Leblanc (section locale 2070; maire) et Robert Cormier (section locale 1190);

Miramichi – Gerry Cormier (section locale 1418; maire) et Billy Fleiger (section locale 1190);

Sackville – Robert Berry (membre à la retraite de la section locale 2338; maire), Bill Evans (section locale 3433) et Mike Tower (section locale 963);

Saint-Leolin – Mathieu Chayer (section locale 4848; maire);

St. Martins – Jason W. Garnett (section locale 1128).

Île-du-Prince-Édouard

Un peu plus de 100 délégués et invités se sont réunis à Charlottetown pour participer au congrès annuel du SCFP-Île-du-Prince-Édouard, les 11 et 12 mai 2012. Les délégués ont écouté le premier ministre de la province, Robert Ghiz, qui a parlé en détail des effets négatifs des compressions imposées par le gouvernement Harper au financement de la santé et aux paiements de péréquation. Il a aussi souligné son opposition à la hausse de l'âge de l'admissibilité aux prestations de la SV à 67 ans.

Les délégués ont débattu d'un ensemble de résolutions, notamment sur l'appui aux étudiants en grève au Québec et sur le projet de taxe provinciale harmonisée (TVH). Le congrès a aussi approuvé une libération syndicale à temps plein pour la présidence de la division provinciale.

Division du transport aérien

Les agents de bord d'Air Canada membres du SCFP ont, au cours des derniers mois, offert leur appui aux pilotes et au personnel d'entretien d'Air Canada, à qui le gouvernement Harper a retiré le droit à la libre négociation collective. En outre, notre syndicat a joint sa voix au chœur d'opposition aux primes accordées aux cadres supérieurs d'Air Canada.

Le SCFP a obtenu un règlement dans un conflit qui durait depuis dix ans avec d'anciens dirigeants des Lignes aériennes Canada 3000. Le règlement permettra à 3 900 anciens employés de la société, qui a fait faillite en 2001, de recevoir une indemnisation de 330 \$.

Environ 150 agents de bord des Lignes aériennes Canadian North ont ratifié leur première convention collective. Canadian North est une société autochtone à 100 pour cent située à Yellowhead, avec des bases à Edmonton et Calgary.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Les membres du SEH sont en mode campagne pour contrer le maraudage du Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique. En effet, le Conseil du travail de la Colombie-Britannique a ordonné la tenue d'un vote des IAA du SEH. Notre syndicat national appuie les membres du SEH dans cet important vote.

2. Scène fédérale et Congrès du travail du Canada (CTC)

Budget fédéral

Le premier budget du gouvernement majoritaire de Stephen Harper est un vaste document axé sur l'austérité et sur une refonte radicale de certains programmes pancanadiens majeurs, dont la Sécurité de la vieillesse (SV) et l'assurance-emploi (AE).

Le budget de 2012 allonge encore la liste des chômeurs canadiens avec quelque 20 000 mises à pied directes et jusqu'à 50 000 mises à pied additionnelles dues aux mesures de restriction.

L'autre élément primordial du budget est sa nature « omnibus », avec ses 430 pages de texte, dont 170 prévoient des changements significatifs aux lois et règlements fédéraux en environnement. L'opposition néo-démocrate a tenté en vain de fractionner le projet de loi budgétaire afin de tenir des audiences publiques sur des enjeux critiques comme la SV et l'AE. Parmi les douzaines de changements proposés dans ce document draconien, on peut mentionner les suivants :

- Faire passer l'âge de l'admissibilité aux prestations de la SV de 65 à 67 ans, un changement qui sera entièrement mis en œuvre en 2029. Jusqu'à maintenant, le débat a permis de montrer que, financièrement, rien ne justifie ce changement; il semble plutôt que ce soit une mesure idéologique visant à maintenir les gens au travail après 65 ans.
- Le système d'assurance-emploi (AE) du Canada subira la plus grande réforme de son histoire. Au cours des semaines qui ont suivi la présentation du budget, le gouvernement a dévoilé l'ampleur de ces changements.

Les conseils arbitraux de l'AE seront éliminés d'ici le début de 2013; ces conseils, qui incluent des membres nommés par les syndicats, traitent plus de 28 000 appels de travailleurs chaque année. Ils seront remplacés par quelques douzaines de commissaires nommés par le gouvernement.

Les prestations d'AE seront réduites pour tous les demandeurs admissibles. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, seulement 40 % environ des chômeurs sont admissibles à l'AE et la situation s'apprête à s'empirer encore.

Les aides à l'éducation (AE) membres du SCFP qui travaillent dans les réseaux scolaires publics et les travailleuses et travailleurs saisonniers municipaux sont, par la nature même de leur travail, des prestataires fréquents (ceux qui, selon la définition du gouvernement fédéral, présentent trois demandes ou plus et obtiennent 60 semaines de prestations au cours d'une période de cinq ans). Ces travailleuses et travailleurs recevront moins de prestations et seront obligés d'accepter du travail qui n'a rien à voir avec leur carrière, car le gouvernement a redéfini l'expression « emploi convenable ». Consultez scfp.ca pour obtenir des mises à jour régulières.

- Le budget accroît encore le nombre de travailleurs étrangers temporaires (TEP) qui entrent au Canada et, pour la première fois, les employeurs auront le droit de les payer jusqu'à 15 pour cent de moins que la moyenne pour le type de travail qu'ils font localement.
- Le budget cesse de financer et élimine des douzaines d'organismes, dont la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE).

En outre, l'Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA) devra fermer ses portes, après avoir perdu son financement d'exploitation de 5 millions de dollars.

Des mesures punitives comme l'élimination de l'assurance santé pour les réfugiés demandeurs d'asile et la fin des revenus gagnés par les prisonniers dans le cadre des programmes de travail sont aussi des dispositions à souligner dans ce budget fédéral très cynique qui sera une source de division dans la société.

- Un nouvel engagement de 8 millions de dollars permet à l'Agence de revenu du Canada (ARC) de faire enquête sur des groupes ayant le statut d'organisme de bienfaisance pour vérifier qu'ils n'entreprennent pas trop d'activités politiques. L'une des premières victimes de cette nouvelle forme de harcèlement fédéral a été la très respectée ONG canadienne Médecins pour la survie mondiale (MSM). Son crime serait de trop militer en faveur de l'élimination des armes nucléaires dans le monde.

En plus de ce qui précède, notre syndicat poursuit sa collaboration avec le CTC dans un éventail d'enjeux fédéraux :

- Le projet de loi C-377 – *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu*

Ce projet de loi émanant d'un député, qui vise à imposer à tous les syndicats de lourdes exigences en matière de présentation de rapports, continue de se frayer un chemin à travers le processus parlementaire.

Nous comptons dénoncer ce projet de loi aux audiences parlementaires qui devraient avoir lieu cet automne. Déjà, des projets de lois similaires sont prévus en Ontario et en Colombie-Britannique, et un énoncé de discussion a été proposé par le gouvernement de la Saskatchewan.

- Campagne « La sécurité des retraites pour tous »

Je compte assister à la réunion des premiers ministres qui aura lieu en juillet en Nouvelle-Écosse pour poursuivre le lobbying en faveur de la très nécessaire bonification du RPC et du RRQ.

- L'appel du CTC en faveur d'une campagne mondiale sur le sida au sommet du G-8 s'inscrit dans les efforts du mouvement syndical international pour obtenir les ressources financières dont a tant besoin le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

En terminant cette partie de mon rapport, je souligne qu'il faut, en ce qui a trait au gouvernement Harper, reconnaître tant l'ampleur du défi que notre devoir de dénoncer ses attaques contre les programmes sociaux. Et nous devons profiter de l'occasion qui nous sera offerte, en 2015, de faire élire le tout premier gouvernement néo-démocrate fédéral de l'histoire du Canada.

À ce sujet, j'ai eu le privilège de me joindre à plusieurs dirigeants et membres du personnel de notre syndicat pour assister au congrès à la direction du NPD à la fin de mars, à Toronto. La victoire de Thomas Mulcair a été bien accueillie par tous les néo-démocrates et il n'a pas tardé à dénoncer les visées du gouvernement Harper. Il a été notre invité à la réunion du Conseil de juin, où un excellent échange a eu lieu.

3. Négociations collectives et grèves

Les militants et le personnel du SCFP de tout le pays sont toujours aussi occupés aux tables des négociations. Le 6 mars 2012, 1 670 de nos conventions collectives (c'est-à-dire environ 45 %) étaient ouvertes. Du 1^{er} janvier au 31 mars, 141 conventions collectives ont été réglées.

D'ici la fin de l'année, 495 autres conventions collectives s'ouvriront.

Les progrès à la table sont lents et les membres du SCFP, surtout en Ontario, ont dû recourir à des moyens de pression au travail pour protéger des clauses de convention durement acquises.

PROVINCE	S. locale	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE
Ontario	1287	Société de protection des animaux du comté de Lincoln	14	24 février	89 jours

PROVINCE	S. locale	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE
Ontario	4948	Conseil de la bibliothèque publique de Toronto	1 500	19 mars	11 jours
Ontario	4207	Université Brock	37	26 mars	10 jours
Ontario	3393	St. Christopher House	200	29 mai	9 jours
Ontario	966	Ontario au travail de la région de Peel	359	3 mai	en cours
Ontario	4989	Ontario au travail du comté de Renfrew	22	10 mai	en cours
Ontario	966	Travaux publics de la région de Peel	280	4 juin	en cours
Ontario	966	Unité Transhelp	92	10 juin	en cours

Après 89 jours aux piquets de grève, les membres de la section locale 1287 du SFCP, Société de protection des animaux du comté de Lincoln, peuvent rentrer au travail la tête haute, après avoir obtenu une convention collective qui prévoit une augmentation des salaires nominaux et aucune des concessions initialement exigées par l'employeur. Ce dernier voulait un taux salarial et un régime d'avantages sociaux à deux vitesses, ce qui aurait considérablement réduit les salaires des nouveaux employés, en plus de les priver d'avantages sociaux.

Les membres de la section locale 4948 du SFCP, Conseil des bibliothèques publiques de Toronto, ont déclenché la grève pour protéger les services de bibliothèque et leurs emplois. Après 11 jours aux piquets de grève, et grâce à un appui solide de la population, la section locale 4948 a réussi à obtenir une convention collective qui assure à la plupart des membres une protection contre la privatisation, les fermetures de succursales et la réduction des heures de service.

À l'Université Brock, 37 instructeurs d'ALS ont mené une grève de 10 jours à la fin de mars. Les membres de la section locale 4207 du SFCP ont dû recourir à ce moyen de pression lorsque l'Université a rejeté un protocole d'accord qui avait pourtant été conclu de bonne foi. La deuxième entente obtenue après 10 jours de grève, de loin supérieure à la première, prévoit de bonnes clauses de sécurité d'emploi pour leur première convention collective.

Près de 200 membres de la section locale 3393 du SCFP, St. Christopher House, à Toronto, ont dû descendre dans la rue lorsque l'employeur a provoqué une grève en offrant une convention collective de cinq ans sans augmentation salariale et avec d'importantes concessions au chapitre des avantages sociaux. Les employés de cette agence de services sociaux, qui fournit des services aux personnes vulnérables, sont parmi les travailleuses et travailleurs des services sociaux les moins bien payés de Toronto, à cause de l'insuffisance du financement accordé par le gouvernement.

Les employés d'Ontario au travail de la région de Peel (services sociaux), membres de la section locale 966 du SCFP, sont aux piquets de grève. Cette unité, formée surtout de femmes, lutte contre des concessions au chapitre des avantages sociaux et pour obtenir une hausse de salaire convenable. Des employeurs municipaux comparables dans la région ont signé des conventions collectives offrant des augmentations salariales d'environ 2 %, sans concessions. Les membres ont rejeté une offre ramenée après quelques jours de grève.

Les membres de la section locale 4989 du SCFP, Ontario au travail du comité de Renfrew, sont aussi en grève pour conserver leurs avantages sociaux. Les 22 membres de cette section locale sont aux prises avec un employeur très réticent qui refuse de modifier sa position de base dans tous les enjeux importants. Les salaires ne seront pas au cœur des négociations. Les concessions exigées en matière d'avantages sociaux sont importantes, notamment l'élimination d'un régime de congés de maladie de courte durée et d'invalidité de longue durée, qui doit être remplacé par un régime de congés de maladie accumulés.

Tout comme leur unité affiliée de la section locale 966 d'Ontario au travail de la région de Peel, les 280 membres des travaux publics de la région de Peel ont dû ériger des piquets de grève pour lutter contre les concessions exigées par l'employeur. Même si des municipalités comparables dans la région ont déjà accepté des conventions collectives sans concessions et avec des hausses salariales acceptables, la région de Peel continue d'exiger des concessions de ses employés. Le conseil régional de Peel est formé d'élus de ces mêmes municipalités comparables qui ont signé des conventions collectives sans incident.

Les enjeux de l'unité Transhelp de la section locale 966 du SCFP sont semblables à ceux des deux autres unités de la section locale 966 – parité avec le personnel hors des unités de négociation et avec le personnel syndiqué des municipalités voisines, avec maintien des avantages sociaux.

4. Rapport sur le recrutement

Du 1^{er} mars 2012 au 31 mai 2012, l'effectif du SCFP a crû de 1 615 membres, répartis dans 29 unités de négociation nouvellement accréditées partout au pays. Pendant la même période, le SCFP avait 12 demandes devant les commissions des relations de travail du pays, demandes qui pourraient permettre d'accueillir 2 527 nouveaux membres.

Dans toutes les régions du pays, des projets actifs en sont à différentes étapes du processus de syndicalisation. Notamment, 73 campagnes donneront lieu, si elles réussissent, au recrutement de plus de 9 117 nouveaux membres. Il y a eu sept campagnes pour des votes d'allégeance dans la foulée des restructurations et des fusions des gouvernements au cours de la période, ce qui pourrait avoir un effet sur 1 343 membres.

Atlantique

La Commission des relations de travail de la Nouvelle-Écosse a rendu une décision dans le dossier de Highcrest Place sur la configuration de l'unité de négociation. Malheureusement, l'inclusion des employées et employés occasionnels a été refusée. Même si le vote a eu lieu il y a plus d'un an, nous demandons à la Commission de compter les voix maintenant.

Deux campagnes actives sont en cours dans la région – l'une cible de possibles nouveaux membres dans le secteur municipal et l'autre vise les chauffeurs d'autobus.

Maritimes

Il y a présentement une demande à la Commission des relations de travail du Nouveau-Brunswick concernant les employées et employés de l'établissement de soins de longue durée Thomas Hall, à Fredericton. En outre, six campagnes actives sont en cours dans le secteur de la santé et pourraient mener au recrutement de 600 nouveaux syndiqués qui bénéficieront des avantages de l'adhésion au SCFP.

Québec

Le SCFP a récemment syndiqué 86 nouveaux membres répartis dans quatre unités. Bienvenue à nos tout nouveaux membres du Québec de deux unités de négociations du Conseil de la santé et des services sociaux du Nunavik, de l'unité de l'Institut national de santé publique du Québec et de l'unité de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur administration provinciale. Le personnel et les militantes et militants continuent à rechercher des possibilités de syndicalisation dans les secteurs des municipalités et de l'énergie.

Ontario

Au cours de la période, onze accréditations ont réussi, ce qui nous donne 1 020 nouveaux membres. Bienvenue aux plus récents membres du SCFP de l'Ontario de Africans In Partnership Against Aids, des Lignes aériennes Sunwing, de l'Hôpital général de Brockville, de la Maison de transition de Nipissing, de la Résidence St. Stephen's, de la SAE de Kenora Rainy River, de l'éducation permanente du district scolaire de Durham, de la Ville de Hawkesbury, du conseil scolaire de Rainy River (aides à l'éducation), de la Ville d'Englehart et du soutien au logement de Peel.

En ce moment, trois demandes sont devant la Commission des relations de travail de l'Ontario, ce qui pourrait ajouter presque 1 061 nouveaux membres. Le personnel a aussi entrepris 37 projets avec un nombre indéterminé de nouveaux membres potentiels qui pourrait s'élever à 4 600.

Manitoba

La région compte deux campagnes actives qui en sont à l'étape de la signature des cartes, et une autre qui est devant la Commission des relations de travail. La première campagne a lieu dans le secteur de l'éducation et la deuxième dans celui des services sociaux. Le projet devant la Commission des relations de travail a trait à une maison de transition. Si elles réussissent, les trois campagnes pourraient aboutir au recrutement de 117 nouveaux membres.

Saskatchewan

Le SCFP accueille 20 nouveaux employés et employées de bureau des Services catholiques à la famille. Quatre campagnes actives sont en cours dans le secteur des conseils scolaires, ce qui pourrait permettre d'accroître l'effectif de plus de 200 nouveaux membres.

Le personnel et les militantes et militants planifient en ce moment une stratégie de défense des postes occupés par des membres du SCFP au cours de la prochaine phase de restructuration du secteur de la santé dans la province. La première vague de cette restructuration pourrait mener au transfert de jusqu'à 1 800 travailleuses et travailleurs de la santé, dont au moins 800 seront membres du SCFP.

Alberta

Bienvenue aux 110 membres de six nouvelles unités en Alberta. Les employées et employés de Marshall House, de Rotary House, du refuge pour femmes Strathcona, de Maplethorpe Contracting Limited de la municipalité de Red Deer, de la Région 3 de la Société d'aide à la famille et de l'établissement de soins de longue durée The Gardens ont tous dit oui à la représentation par le SCFP. Le recrutement en Alberta se poursuit sur plusieurs fronts, notamment ceux des services sociaux, des soins de longue durée et des transports.

Colombie-Britannique

Une nouvelle accréditation, une reconnaissance volontaire et un transfert dans une unité existante ont permis d'ajouter 120 nouveaux membres au SCFP de Colombie-Britannique. Le SCFP accueille les éducatrices et éducateurs de la petite enfance de la Ville de Surrey, les employées et employés du District régional de Central Kootenay et les employées et employés du Service du développement économique de Nanaimo.

La région compte présentement 13 projets actifs qui pourraient permettre au SCFP d'accueillir plus de 700 nouveaux membres.

Syndicat des employées et employés d'hôpitaux (SEH)

Le personnel et les militantes et militants du recrutement du SEH, appuyés par le SCFP national, continuent à défendre les membres contre le maraudage du BCNU (Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique), qui s'attaque systématiquement aux IAA du SEH, établissement par établissement. La BCLRB (Commission des relations de travail de la C.-B.) a jugé dernièrement que le BCNU avait satisfait aux conditions requises pour obliger la tenue d'un vote d'allégeance. Le scrutin postal est en cours. Le vote touchera 6 700 IAA de la Colombie-Britannique.

Sans lien avec le maraudage, le SEH a remporté, par une écrasante majorité, un deuxième tour de scrutin contre le BCNU pour les IAA du nouvel hôpital en PPP de Fort St. John. Bienvenue aux 194 membres qui ont voté à 80 % en faveur de l'adhésion au SEH.

En même temps qu'il s'efforce de protéger les IAA, le SEH a recruté 159 nouveaux membres répartis dans quatre unités. Bienvenue aux employées et employés du Columbia Garden Village, de la clinique Crosstown, de Three Links et de la garderie Kiwanis.

5. Conférences et réunions du SCFP

- **Conférence nationale sur la santé et la sécurité** – La 11^e Conférence nationale du SCFP sur la santé et la sécurité aura lieu à Ottawa du 12 au 14 octobre 2012. Consultez scfp.ca pour obtenir de plus amples détails; une aide est aussi offerte aux sections locales qui sont admissibles à notre Caisse de participation aux conférences et congrès nationaux.
- **Conférence nationale sur les négociations – Du 4 au 8 février 2013** – Conformément au document d'orientation stratégique adopté à notre congrès national de 2011, la toute première conférence nationale du SCFP sur les négociations aura lieu à Ottawa. J'incite toutes les sections locales à assister à cet important rassemblement.
- La **Conférence des travailleuses et travailleurs municipaux de l'ouest** a eu lieu à Edmonton, du 24 au 26 mai 2012.

- **Conférence annuelle de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) – Du 1^{er} au 4 juin 2012** – Une délégation de cadres, de membres et de personnel du SCFP a assisté à la conférence annuelle de la FCM tenue à Saskatoon. À chaque année, le SCFP participe à la conférence, renforçant ses liens et établissant de nouvelles alliances avec des leaders municipaux sur des questions d'intérêt commun. La participation du SCFP à la conférence de la FCM assure que l'expertise et les idées des travailleurs contribuent au positionnement de l'agenda municipal en matière d'infrastructure, de privatisation, des métiers et autres sujets d'importance, tels que l'impact sur les municipalités des changements proposés à l'assurance-emploi. Lisez les feuillets d'information sur la FCM et le livret Collectivités du SCFP à www.scfp.ca/communautés.
- **Les sections locales des Services médicaux d'urgence (SMU)** se sont réunies à Moncton, au Nouveau-Brunswick, les 6 et 7 juin 2012. J'ai eu le plaisir de transmettre les salutations du syndicat à cette importante rencontre sectorielle.
- **Les travailleuses et travailleurs de l'énergie du SCFP** tiendront leur rencontre sectorielle annuelle les 26 et 27 juin 2012, à Toronto.
- **La deuxième réunion stratégique du SCFP sur le sida** aura lieu en octobre 2012. Cette réunion se tient conformément aux directives du document d'orientation stratégique adopté au congrès national.
- **Les travailleuses et travailleurs de la Société canadienne du sang**, membres de trois syndicats distincts, dont le nôtre, préparent présentement une autre rencontre sectorielle pour discuter d'enjeux d'intérêt commun.

6. Régimes de retraite

Parmi les plus importants défis que doit relever notre syndicat, celui des régimes de retraite demeure très actuel, que ce soit dans les instances locales, régionales ou nationales.

Au niveau local, nous continuons à appuyer tous les efforts entrepris pour riposter aux attaques lancées contre les régimes de la Ville de Saint-Jean et de la Ville de Regina. Au Québec, les maires de Montréal et de Québec (et d'autres) parlent toujours ouvertement de ce qu'ils appellent leurs régimes de retraite « non viables ».

Au niveau régional et sur une note très positive, après une lutte qui a duré plus de six ans, notre syndicat a pu, avec trois autres syndicats affiliés, signer la convention de fiducie conjointe du régime de retraite des organisations de la santé de la Nouvelle-Écosse (Nova Scotia Association of Health Organizations – NSAHO).

Le SCFP mène cette bataille depuis 2006. Félicitations au conseiller syndical Wayne Thomas et à l'agent de recherche du SCFP national Kevin Skerrett, qui ont fait preuve de beaucoup de leadership pour arriver à cette importante victoire pour les travailleuses et travailleurs de la santé de la Nouvelle-Écosse.

En Ontario, le rapport de l'ancien banquier Don Drummond et le budget de l'Ontario qui en a adopté les recommandations, ont jeté les bases d'un changement possible de l'engagement de la province à l'égard des régimes de retraite à PD.

La « limite » des cotisations provinciales, qui impose des systèmes de cotisations de 50/50 et qui équilibre les manques à gagner grâce à des « ajustements de conception du régime », s'inscrit dans un changement politique d'envergure qui fait présentement l'objet de consultations auprès des intervenants. Le SCFP national offre une aide directe à la région de l'Ontario dans cette importante initiative.

La plupart des budgets provinciaux mentionnaient les régimes de retraite ce printemps :

- L'Ontario et le Manitoba ont réaffirmé leur appui à la bonification du RPC plutôt qu'au Régime de pension agréé collectif proposé par le gouvernement fédéral.
- Dans son budget, Terre-Neuve-et-Labrador a décidé d'investir un tiers de tout surplus accumulé dans ses régimes de retraite provinciaux.
- Le budget du Nouveau-Brunswick mentionnait les échéances relatives à l'examen des régimes de retraite, maintenant présidé par le premier ministre. Au moment de rédiger le présent rapport, une entente est intervenue sur les régimes provinciaux qui pourront ainsi être protégés à long terme.
- La Saskatchewan a annoncé en janvier 2012 la tenue d'une consultation sur un nouveau mode de financement des régimes de retraite du secteur public.
- Le budget de l'Î.-P.-É. a souligné les déficits récents dans les régimes de retraite et les obligations en matière de paiements spéciaux par la province, ce qui a entraîné l'organisation de consultations avec tous les intervenants afin que tous les régimes de retraite « ... reposent sur des bases solides et viables ».

En fin de compte, les régimes de retraite doivent demeurer, du moins à mon avis, un enjeu prioritaire pour notre syndicat si nous voulons représenter au mieux l'intérêt de nos membres.

En plus de défendre nos régimes de retraite au travail, comme je l'ai mentionné plus tôt dans le présent rapport, nous devons, en tant que plus grand syndicat du Canada, demeurer vigilants et continuer à exiger une bonification extrêmement nécessaire du RPC et du RRQ. Le gouvernement fédéral résiste et propose plutôt son Régime de pension agréé collectif (RPAC), qui n'est qu'un REER glorifié auquel les employeurs ne sont pas tenus de cotiser un sou.

J'ai lu dans un article récent que le régime à cotisations déterminées du gouvernement australien exigera l'augmentation du taux de cotisation obligatoire des employeurs, qui passera de 9,5 % à 12 % de la masse salariale d'ici 2019, ce qui est ironique. C'est plus de deux fois le taux de cotisation de 4,95 % exigé des employeurs par le RPC.

Aussi en Australie, le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension est de 175 000 \$ par année, comparativement au MGAP de 50 100 \$ par année au Canada.

J'invite toutes les sections locales à demeurer vigilantes dans la défense de nos régimes de retraite publics. Nous devons également continuer d'appuyer les syndicats des secteurs privés, comme les Teamsters des chemins de fer du CP, dont l'employeur exige d'importantes concessions au chapitre du régime de retraite.

7. Justice mondiale

J'ai le plaisir de souhaiter la bienvenue à la consœur Kelti Cameron (ancienne agente de recherche au SCFP national pour le secteur municipal) qui est notre nouvelle agente de la justice mondiale. Notre travail de justice dans le monde est toujours un élément très important de ce que nous faisons au syndicat national, comme en font foi les activités suivantes menées au cours de la période visée par le présent rapport :

- Nous avons écrit au président de la Colombie au nom de notre syndicat affilié, le SINTRAEMCALI, pour protester contre la violence et le congédiement injuste, selon l'OIT, de 51 travailleurs d'EMCALI (travailleurs des eaux de la Ville de Cali).
- Sous la bannière de notre syndicat mondial, l'Internationale des services publics (ISP), le SCFP a fourni de l'appui sur le terrain à la campagne pour destituer le gouverneur de l'État du Wisconsin, Scott Walker.

En outre, nous avons co-commandité la présentation, à Toronto, d'un nouveau documentaire intitulé « We Are Wisconsin », sur les luttes que mènent les syndicats dans cet État.

- Notre syndicat national a organisé une tournée pancanadienne avec la militante et enseignante philippine Francisca (France) Castro, membre de l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) – Philippines.

La consœur France a assisté aux congrès des divisions du SCFP de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique dans le cadre d'un projet du Fonds Justice mondiale, co-commandité par la section locale 4600 du SCFP à l'Université de Carleton à Ottawa.

- Nous offrons une aide financière à l'Alliance féministe pour l'action internationale (AFAI) qui, en collaboration avec l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), a obtenu la permission d'assister à une audience de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) à Washington, D.C., sur la disparition et l'assassinat de femmes et de filles autochtones en Colombie-Britannique.

8. Notes personnelles et *In memoriam*

In memoriam

Nous pleurons le décès de la consœur Stephanie Chaisson de la section locale 4939 du SCFP, à Corner Brook, Terre-Neuve-et-Labrador, victime de violence conjugale qui a succombé à ses blessures le 26 mars 2012.

Nous pleurons aussi la mort du confrère Shabir Velji de la section locale 4095 du SCFP, à Calgary, en Alberta, décédé subitement le 4 juin 2012.

J'ai également offert mes condoléances au nom de notre syndicat aux familles de la consœur Jennifer Williams, retraitée du bureau de Hamilton, qui est décédée le 10 mars; du confrère James Lynd, retraité du bureau régional de l'Ontario, qui est décédé le 12 avril; du confrère Andrew (Nap) Milroy, retraité du bureau de Lethbridge, qui est décédé le 14 avril; et de la consœur Josephine Ingle, retraitée du bureau régional de l'Ontario, qui est décédée le 5 juin.

Retraites

J'offre mes remerciements et mes félicitations les plus sincères aux membres suivants du personnel du SCFP qui ont annoncé leur intention de prendre leur retraite.

La consœur Julia Ardiel – bureau de Windsor – 1^{er} juin 2012
 Le confrère Michel Bergeron – bureau de Trois-Rivières – 1^{er} juin 2012
 Le confrère Serge Champagne – bureau régional du Québec – 1^{er} juin 2012
 La consœur Diane Fortier-Raymond – bureau de Rouyn-Noranda – 1^{er} juin 2012
 La consœur Andréa Boudreau – bureau de Bathurst – 1^{er} août 2012

Parmi les membres de notre Conseil exécutif national, je tiens à souligner les années de service et l'engagement de la consœur Nathalie Stringer (VPR – Québec) et du confrère Mike Davidson (VPR – Manitoba), qui ont tous deux remis leur démission depuis mon dernier rapport. Je leur souhaite bonne chance dans tout ce qu'ils entreprendront.

Par ailleurs, j'accueille au Conseil la consœur Ginette Paul (section locale 2000 du SCFP – Hydro-Québec) (VPR – Québec) et la consœur Kelly Moist (section locale 1063 du SCFP – Commission des accidents du travail du Manitoba) (VPR – Manitoba). Bienvenue à bord, consœurs, et bonne chance.

9. Conclusion

Comme nous l'avons mentionné, neuf de nos dix divisions provinciales ont tenu un congrès ce printemps. Ce fut un privilège, pour le confrère Charles et moi-même, de sillonner le pays pour rencontrer nos militantes et militants de la base si dévoués.

À chaque congrès, nous avons écouté des débats animés et constaté l'engagement clair des membres à défendre les services publics et notre droit à la libre négociation collective.

Nous avons aussi parlé d'économie, mais selon la perspective des travailleurs, dans le cadre d'une série de petits déjeuners de travail.

Ces réunions sur l'économie, intitulées « L'économie – Il est temps de changer de poste », étaient prévues dans le document d'orientation stratégique adopté à Vancouver l'automne dernier. Nous ne voulons pas laisser toute la place aux groupes d'affaires dans cet enjeu. Et il y aura d'autres activités sur l'économie cet automne.

Sur une note personnelle, je tiens à remercier très sincèrement les nombreux membres et employés qui m'ont offert leurs condoléances lors du décès de mon père, le 16 mai, et de celui de ma mère, le 10 juin. Votre gentillesse m'a beaucoup touché. Mille mercis.

En terminant, je remercie une fois de plus les militants et les membres du personnel du SCFP pour tout ce qu'ils font au nom des 618 000 membres que nous avons le privilège de représenter. J'espère que vous pourrez toutes et tous bien profiter de la pause estivale en compagnie de vos familles.

Je vous prie de recevoir, consœurs et confrères, mes salutations solidaires.

Le président national,

A handwritten signature in black ink that reads "Paul Moist". The signature is written in a cursive, flowing style.

PAUL MOIST

:jvp/sec